# JOURNAL OFFICIEL

# DU TERRITOIRE DU TOGO

# PARAISSANT LE 1<sup>et</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## **ABONNEMENTS**

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 35 fr.
Etranger: Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abennements et annences, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionneile de la Mission-Cathelique de LOME, TOGO:

lis commencent par le premier numére d'un mois et terminent par le deraier numére d'un

Les abonnements et annonces sont payables

1

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

 la ligne
 30 t

 Minimum
 159 f

 Chaque annence répétée: meitié prix; minimum
 150 f

Co tarif ne s'applique pas aux tableanx ni aux insertiens faites en caractères plus petits que ceux du texte de Journal.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### 1951

10 novembre — No 800-51 AP. — Arrêté fixant les délais de l'établissement de la liste électorale de la Chambre de Commerce du Togo en vue de procéder aux élections des membres.

## PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Chambre de Commerce

ARRETE Nº 800-51/A.P. du 10 novembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCÉ D'OUTRE-MER, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté nº 307 du 1º juin 1938 portant réorganisation de la Chambre de Commerce du Togo;

Vu les arrêtés modificatifs subséquents, à savoir : les arrêtés nos 481/APA du 11 septembre 1943, 531/APA du 5 octobre 1943 et 134/APA du 16 février 1946;

## ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — La liste électorale de la Chambre de Commerce du Togo sera établie dans le courant du mois de novembre par la Commission prévue à l'article 6 de l'arrêté du 1er juin 1938 susvisé.

ART. 2. — Cette liste sera arrêtée et déposée le 30 novembre 1951 au Cercle de Lomé où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant un délai de quinze jours.

Il sera dressé par la Commission prévue à l'article 6 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1938 susvisé, procès-verbal de dépôt et avis en sera donné au public par affiches aux lieux accoutumés et par insertion au journal officiel.

ART. 3. — Les réclamations à fin d'inscription ou de radiation seront consignées par les réclamants ou leurs mandataires sur un registre qui sera mis à leur disposition au Cercle de Lomé.

ART. 4. — Le délai de quinze jours expiré, la commission prévue à l'article 6 de l'arrêté du 1er juin 1938 susvisé apportera à la liste électorale les rectifications qu'elle trouvera justifiées au vu des réclamations.

La liste électorale sera ensuite soumise à l'approbation du Commissaire de la République qui statuera en Conseil Privé avant le 1er janvier 1952.

La liste définitivement arrêtée sera affichée et publiée au journal officiel.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles

Président

Membres

et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 10 novembre 1951.

Y. Digo.

## DIVERS

#### Chambre de Commerce

Par arrêté nº 798-51/A.P. du:

A Company of the second of the

de la Meso d'Albaha I somen obt La Masadaphi monta, la Alfrida

which we walk not be

RECEIVED OF THE RE

BUT BUT HOLDING

en graff a krimer i en safer. E lingte omgelske fan it krimer De en malitik for ef ef fræde

10 novembre 1951. — Une Commission composée

M.M. Aubanel Pierre, Administrateur-Adjoint de la F.O.M., Chef du Service des Affaires Politiques Azémard, Agent de la S.G.G.G. à Lomé

Kenzler Beno, Agent de la Maison U.A.C.

Kalife Michel, Commerçant à Lomé

Mensah Albert, Commerçant à Lomé se réunira sur la convocation de son président à l'effet d'établir la liste électorale en vue de procéder aux élections des membres de la Chambre de Commerce du Togo qui doivent avoir lieu en 1952.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie et au bureau des P.T.T. de Lomé.